

## POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

# Que se passe-t-il sur le marché du travail canadien? Sources de faiblesse étrangères et canadiennes

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

- Le marché du travail canadien a connu une année difficile, la guerre commerciale américaine constituant le plus gros obstacle. Toutefois, en septembre, le nombre de travailleurs employés au Canada n'était que légèrement inférieur à celui de la fin de 2024 et était supérieur à ce qui était observé 12 mois plus tôt. On peut se demander : que se passe-t-il sur le marché du travail canadien?
- Il est important de commencer par déterminer la part de la faiblesse actuelle du marché du travail qui peut être attribuée à la guerre commerciale avec les États-Unis. Nous avons estimé que la baisse de la demande d'exportations canadiennes aurait normalement réduit l'emploi d'environ 0,7 point de pourcentage (ppt) jusqu'à maintenant cette année.
- Les tarifs douaniers américains ne sont toutefois pas la seule cause de la faiblesse du marché du travail canadien. Le nombre moins élevé d'admissions de nouveaux arrivants et la réduction des embauches au sein du gouvernement fédéral ont également nui, quoique dans une bien moindre mesure que le ralentissement des flux commerciaux, avec près de -0,2 ppt et moins de -0,1 ppt respectivement.

### L'année a été difficile pour le marché du travail canadien.

Depuis que Donald Trump a remporté les élections présidentielles américaines, l'activité commerciale a été influencée par la perspective, la concrétisation et les hausses et les baisses subséquentes des tarifs américains à l'importation. Si certains [secteurs touchés par ces tarifs](#) ont vu leurs embauches diminuer en raison de la volatilité des flux commerciaux, d'autres ont toutefois continué de générer des emplois (graphique 1). Et même si les secteurs sensibles au commerce ont connu des baisses d'emploi au cours de l'année, celles-ci sont parfois minces par rapport à d'autres secteurs plus dépendants du marché intérieur. On peut se demander : que se passe-t-il sur le marché du travail canadien?

### Victimes de la guerre commerciale sur le marché du travail

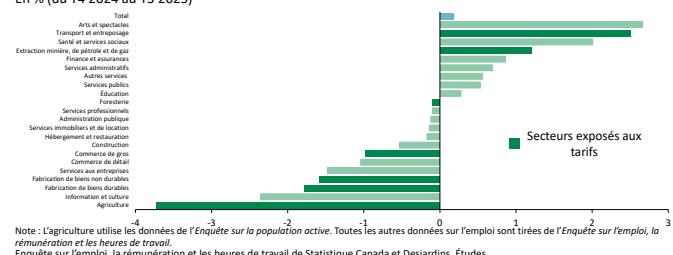
**Quelle part de la faiblesse actuelle du marché du travail peut donc être attribuée à la guerre commerciale?** Pour répondre à cette question, nous pouvons comparer l'évolution des exportations canadiennes depuis la fin de 2024 à la relation historique entre la demande pour les exportations et l'emploi.

**Graphique 1**

L'ampleur de l'effet des tarifs douaniers américains sur l'emploi au Canada cette année n'est pas encore claire

**Variation de l'emploi total par secteur**

En % (du T4 2024 au T3 2025)



Sans surprise, les secteurs des biens sont plus vulnérables que les secteurs des services au récent choc de la demande pour les exportations (graphique 2 à la page 2). La forsterie arrive en tête de liste, avec la construction, la fabrication et l'extraction des ressources pas très loin derrière. Cependant, certains secteurs des services ont aussi été touchés par la baisse de la demande pour les exportations. Ce peut être soit directement par la chute de la

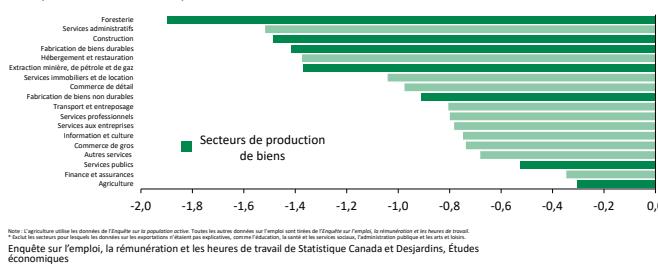
demande de services qu'ils offrent, soit indirectement, à cause de l'incertitude accrue. Sur la base de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), nous estimons que l'effet total de la guerre commerciale sur l'emploi se chiffre à environ -0,7 ppt depuis le début de l'année.

### Graphique 2

#### Les secteurs des biens ont été plus vulnérables au récent choc des exportations

Variation de l'emploi par secteur attribuable au récent choc des exportations\*

En % (du T4 2024 au T3 2025)



### Effets directs de la guerre commerciale américaine

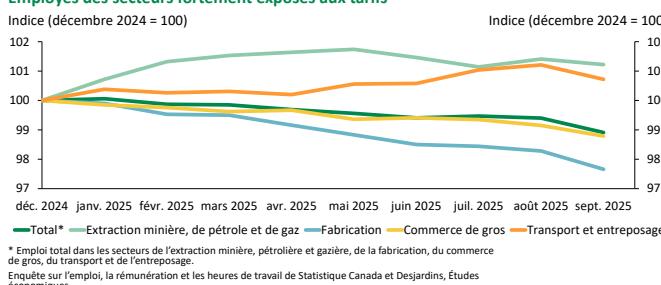
#### Les secteurs de l'économie canadienne fortement exposés au commerce brossent un portrait inégal de l'incidence des tarifs américains sur le marché du travail canadien.

Au début de l'année, nous avons identifié quatre secteurs particulièrement vulnérables aux conséquences des tarifs douaniers américains. Il s'agissait de la fabrication, du commerce de gros, de l'extraction minière, pétrolière et gazière ainsi que du transport et de l'entreposage. Cependant, même si l'emploi dans tous ces secteurs était censé diminuer par rapport à la fin de 2024, dans certains d'entre eux, il a plutôt gagné du terrain au gré de la guerre commerciale et de l'évolution de celle-ci (graphique 3).

### Graphique 3

#### Les secteurs exposés aux droits de douane n'ont pas tous perdu des emplois en 2025

Emplois des secteurs fortement exposés aux tarifs



### Depuis la fin de 2024, l'emploi dans le secteur manufacturier a reculé comme prévu.

La baisse de l'emploi en fabrication de véhicules automobiles, de pièces et de produits métalliques y est certainement pour quelque chose. Après tout, ces biens sont encore assujettis à des tarifs parmi les plus élevés du secteur de la fabrication, mais ce n'est pas l'unique raison. Plus des trois quarts des sous-secteurs de la fabrication ont enregistré une baisse de l'emploi en septembre par rapport à la fin de l'année dernière. Toutefois, l'ampleur de la baisse a été relativement limitée par rapport aux ralentissements économiques passés, ce qui laisse croire à une faiblesse sectorielle généralisée et non à une véritable récession au Canada (graphique 4). Tout comme le secteur de la fabrication, l'emploi dans le commerce de gros a également montré des signes de ralentissement global jusqu'en septembre.

### Graphique 4

#### L'emploi dans le secteur manufacturier est faible sans s'approcher du niveau habituel d'une récession

Indice de diffusion de la croissance de l'emploi dans le secteur de la fabrication



C.D. Howe Institute, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

### En revanche, l'emploi dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière a connu une croissance soutenue depuis le début de l'année.

Cette vigueur est attribuable à l'embauche de personnel dans les activités de soutien, même si la production a fléchi après une forte hausse en mai. Pas loin derrière, on remarque l'augmentation de l'emploi dans l'exploitation minière et l'exploitation en carrière. Elle est particulièrement présente dans l'exploitation de minerais métalliques, probablement appuyée par la vigueur des prix de l'or et d'autres métaux, qui se sont reflétés dans tout, des exportations aux rendements des marchés boursiers. Cependant, le sous-secteur de l'extraction pétrolière et gazière a perdu des emplois malgré une production record.

### La production soutenue de ressources semble avoir aussi stimulé l'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage (graphique 5 à la page 3).

La production des oléoducs est en hausse, tout comme le transport ferroviaire. L'emploi a aussi progressé dans la plupart des autres sous-secteurs des transports cette année, à l'exception notable du transport aérien (les Canadiens et les Canadiennes évitent les voyages aux États-Unis, préférant des vacances à la maison) et du transport par camion (en raison de la baisse des échanges commerciaux). Il ne faut pas oublier que les

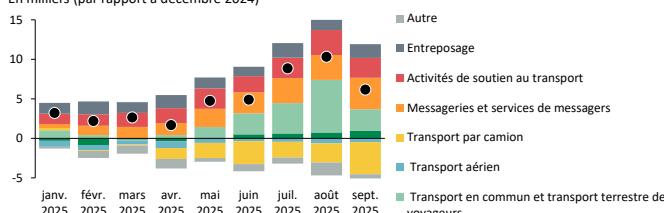
embauches en entreposage sont également en hausse cette année, probablement grâce à l'accumulation des stocks qui a précédé l'imposition des tarifs douaniers américains et des tarifs de représailles canadiens.

#### Graphique 5

#### Les emplois dans le transport et l'entreposage ont progressé malgré les vents contraires

##### Variation de l'emploi dans le transport et l'entreposage, par sous-secteur

En milliers (par rapport à décembre 2024)



Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

#### Deux secteurs à ne pas négliger dans ce différend commercial avec les États-Unis : la foresterie et l'agriculture

**La foresterie.** Les emplois en foresterie ont fait les frais des quotas supplémentaires et des droits compensateurs (graphique 2, page 2). Cette tendance risque de perdurer pendant un certain temps, car l'imposition de tels droits est antérieure à l'administration Trump. Pendant ce temps, le secteur agricole est en concurrence à la fois avec les États-Unis et avec la Chine. En partie à cause des obstacles combinés qui freinent les exportations agricoles canadiennes, le secteur a connu une accélération des pertes d'emplois désaisonnalisées jusqu'en août de cette année (graphique 6). Toutefois, une légère remontée des embauches en septembre et en octobre pourrait annoncer une reprise modeste en fin d'année. Si l'emploi dans l'agriculture a été durement touché cette année, le ralentissement des embauches n'est rien en comparaison avec la baisse du nombre total des heures travaillées : il s'agit du pire résultat, tous secteurs confondus, jusqu'à présent cette année.

#### Graphique 6

#### Les pertes d'emplois en agriculture se sont accélérées en raison des différends commerciaux avec les États-Unis et la Chine

##### Emplois agricoles au Canada

Nombre de personnes (en milliers)



Note : Les données sur l'emploi en agriculture sont tirées exclusivement de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Enquête sur la population active de Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

#### Effets indirects de la guerre commerciale américaine

Au-delà des effets directs de la guerre commerciale américaine, il y a aussi les effets indirects de la volatilité de la confiance des consommateurs et des entreprises résultant des tarifs actuels et possiblement à venir (graphique 7). Peu importe le sondage que l'on consulte, l'incertitude liée aux politiques commerciales pèse sur les décisions en matière de dépenses et d'investissements, souvent de la même façon. Par exemple, les investissements des entreprises ont fluctué au même rythme que les échanges commerciaux et devraient demeurer chancelants. Les ventes au détail ont suivi une tendance similaire, les remises gouvernementales à l'achat de véhicules électriques à durée limitée et l'empressement à devancer les tarifs douaniers ayant mené à une vigueur soutenue des achats des ménages au premier semestre de l'année. Cependant, cette tendance s'est inversée au troisième trimestre de 2025. Même s'il est difficile d'établir une corrélation directe entre la détérioration de la confiance des consommateurs et celle de l'emploi chez les détaillants cette année, le lien entre les deux est presque certain.

#### Graphique 7

#### La confiance des consommateurs et des entreprises n'est plus à son creux historique

##### Confiance des consommateurs au Canada

Indice (2014 = 100)



Conference Board du Canada, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Desjardins, Études économiques

##### Confiance des entreprises au Canada

Indice (> 50 = plus forte dans la prochaine année)



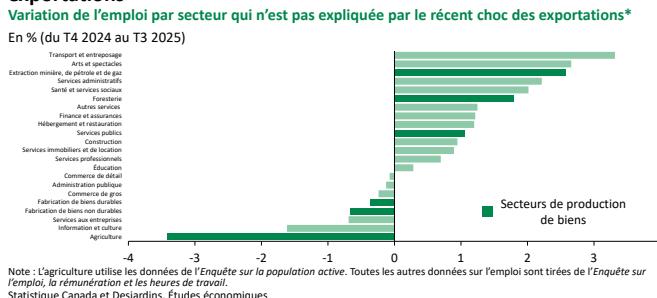
#### Certaines industries sont victimes de la politique intérieure

#### Les répercussions directes et indirectes des tarifs douaniers américains sur le marché du travail canadien sont indéniables, mais l'histoire ne s'arrête pas là.

La faiblesse généralisée de l'emploi date d'avant la guerre commerciale et a été particulièrement prononcée dans des secteurs comme l'agriculture ainsi que l'information et la culture (graphique 8 à la page 4).

### Graphique 8

Les secteurs des services sont moins vulnérables au récent choc des exportations



### Moins de nouveaux arrivants débarquent au Canada

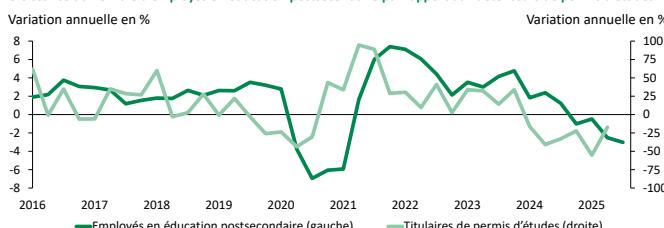
Bien que la guerre commerciale ait clairement pesé sur la demande de main-d'œuvre au Canada, [les changements dans l'admission de résidents permanents et non permanents \(RP et RNP, respectivement\) ont également eu des répercussions sur la demande et l'offre à ce chapitre.](#)

**Du côté de la demande de main-d'œuvre, le secteur qui a été le plus durement touché en 2025 par la baisse du nombre d'admissions de RNP est celui de l'éducation, en particulier au postsecondaire.** Après avoir atteint un sommet vers le milieu de 2024, l'emploi y a diminué de façon constante, tout comme le nombre de détenteurs de permis d'études (graphique 9). D'autres services de soutien à l'éducation ont suivi la même trajectoire. Les plans visant à restreindre davantage les admissions devraient freiner encore plus l'embauche dans ce secteur. Toutefois, l'emploi dans les écoles primaires et secondaires a continué de progresser, ce qui a plus que compensé cette faiblesse.

### Graphique 9

Les titulaires de permis d'études étrangers ont sonné à la fois la charge et le glas dans l'embauche de personnel en enseignement supérieur

Croissance du nombre d'employés en éducation postsecondaire par rapport aux détenteurs de permis d'études



### L'incidence de la réduction du nombre d'admissions

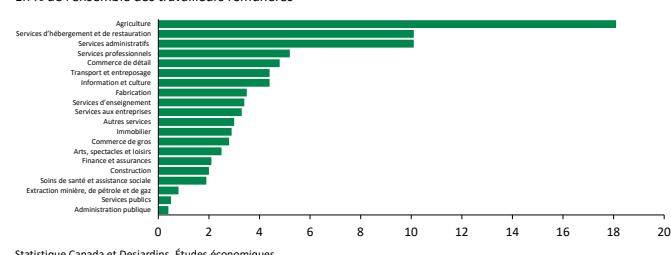
de nouveaux arrivants sur l'offre de main-d'œuvre semble avoir été l'effet le plus dominant en matière d'emploi au Canada. Selon [Statistique Canada](#), les travailleurs étrangers représentaient plus de 4 % de l'ensemble des travailleurs rémunérés au Canada en 2021, soit environ le double de la proportion en 2023. En 2025, cette part a augmenté à environ 6 %, et les RNP représentaient plus de 7 % de la population totale, selon le dernier calcul. Lors du dernier recensement, les travailleurs étrangers se trouvaient principalement dans l'agriculture (18,1 %), l'hébergement et la restauration (10,1 %) ainsi que les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement (10,1 %) (graphique 10). Sans surprise, l'agriculture a été particulièrement touchée par les changements récents apportés aux admissions de RNP, le nombre de travailleurs étrangers temporaires dans les secteurs agricole et agroalimentaire ayant chuté en 2024 pour la première fois depuis 2019, [selon Statistique Canada](#). L'emploi dans l'hébergement et la restauration a aussi été affecté, mais dans une moindre mesure.

### Graphique 10

Les travailleurs étrangers sont les plus nombreux dans l'agriculture et l'hébergement et la restauration

Travailleur étranger par secteur industriel, 2021

En % de l'ensemble des travailleurs rémunérés

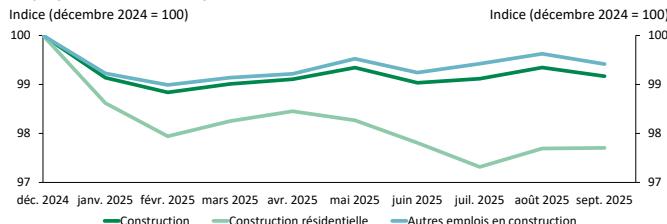


**Une partie de la faiblesse en construction résidentielle peut aussi s'expliquer par le nombre moins élevé de nouveaux arrivants au Canada (graphique 11 à la page 5).**

Par exemple, l'offre accrue de logements locatifs stimulée par les politiques gouvernementales s'est heurtée à une baisse de la demande à mesure que ralentissait le rythme d'admission des RP et des RNP au Canada. Cela a entraîné une contraction des marchés locatifs d'une année à l'autre et un ralentissement considérable de la croissance globale des loyers, phénomène que nous [voyons](#) se poursuivre l'an prochain. La chute de la demande d'hébergements locatifs exerce également une pression à la baisse sur le marché des copropriétés, notamment sur le segment porté par les investisseurs dans les grandes villes canadiennes. Ce recul a contribué à améliorer, quoique modestement, l'abordabilité de tous les types de logements.

**Graphique 11**

L'emploi dans la construction résidentielle a reculé cette année

**Employés en construction par sous-secteur**

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

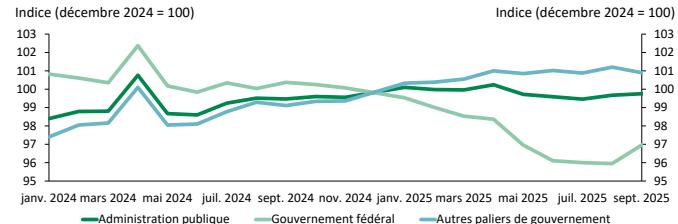
**Somme toute, nous estimons que la baisse des admissions de nouveaux arrivants au Canada a entraîné une réduction de l'emploi de près de 0,2 ppt jusqu'à maintenant cette année, soit bien moins que celle causée par la guerre commerciale américaine.** Comme pour l'incidence du choc des exportations sur l'emploi, nous avons examiné la relation historique entre l'emploi par secteur et l'évolution du nombre de nouveaux arrivants au Canada, ainsi que l'évolution du niveau global de la population. Mais contrairement à l'effet négatif du commerce, cela suggère que la faiblesse induite par la diminution du nombre de nouveaux arrivants au Canada a été fortement concentrée dans environ 40 % des secteurs, et plus particulièrement en agriculture et en services d'hébergement et de restauration. En même temps, le niveau toujours élevé de la population canadienne continue de stimuler l'emploi dans d'autres secteurs, comme le commerce de détail et les soins de santé.

**Réduction subtile de la fonction publique fédérale**

**Enfin, il y a l'administration publique : il s'agit essentiellement des fonctionnaires qui ne sont pas employés dans les secteurs de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux.** Alors que les paliers inférieurs de gouvernement continuent d'augmenter régulièrement leur effectif, le gouvernement fédéral réduit le sien depuis le début de 2024 (graphique 12). Nous avons estimé l'incidence d'un nombre moins élevé de fonctionnaires fédéraux sur la croissance de l'emploi jusqu'à maintenant cette année à -0,1 ppt par rapport au niveau de décembre 2024. Toutefois, on s'attend à ce que cette tendance s'accélère, et le [budget de 2025](#) indique que le nombre de fonctionnaires devrait diminuer d'environ 40 000 au cours des cinq prochaines années, soit environ 2,2 % par année en moyenne.

**Graphique 12**

Le nombre de fonctionnaires fédéraux est en déclin depuis le début de 2024

**Employés de l'administration publique, par palier de gouvernement**

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et Desjardins, Études économiques
**Conclusion**

Depuis le début de l'année, trois forces centrales ont miné le marché du travail canadien : la politique commerciale américaine, la politique d'immigration canadienne et la réduction des effectifs du gouvernement fédéral. Les tarifs douaniers à l'importation imposés par les États-Unis ont perturbé le système commercial international et ont pesé lourdement sur l'activité économique en Amérique du Nord et dans le monde entier. En même temps, la politique d'immigration canadienne est passée d'un vent favorable non viable à la croissance à un vent de face durable. Et la réduction des effectifs du gouvernement fédéral ne fait qu'ajouter à ce ralentissement. Malgré tout, le marché du travail canadien résiste bien, lui qui n'a connu qu'une légère baisse depuis le début de l'année. Cela témoigne de la résilience des Canadiens et des entreprises devant les nombreux obstacles à la croissance et l'incertitude.